



Jean-François AKANDJI-KOMBÉ

Professeur à l'École de Droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; Doyen Honoraire de la Faculté de Droit de Caen (Normandie – France) ; Coordonnateur Général Honoraire du Réseau européen des droits sociaux ; Professeur invité à l'Université de Lomé

Officier de l'Ordre des Palmes Académiques (France)

Né le 28 mai 1962 à Boukoubé (Mobaye), RCA.

Nationalités : centrafricaine et française.

Coordonnées :

- Adresse : 45 Boulevard Lefebvre, 75015 Paris, France
- Tel : +33617764605
- Mel : jfak.kom@gmail.com
- [Web/blog](#)

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (page personnelle) :

<https://www.pantheonsorbonne.fr/page-perso/jfakandjik>

Blog personnel : <http://jfaki.blog>

Adresse

Personnelle : 45 Boulevard Lefebvre, 75015 Paris Cedex 15.

Professionnelle : 12, Place du Panthéon, 75005 Paris Cedex 05

Téléphone

+33 6 17 76 46 05 (France)

+236 72 39 56 78 (RCA)

Adresses mail

Personnel : jfak.kom@gmail.com

Professionnel : jean-francois.akandji-kombe@univ-paris1.fr

Curriculum vitae abrégé – Janvier 2022

PRESENTATION SOMMAIRE

Après l'Université de Caen Basse Normandie, où il a exercé en tant que professeur et assumé successivement les fonctions de Directeur du Master de Droits fondamentaux, de Vice-Président de l'Université et de Doyen de la Faculté de Droit, M. Jean-François AKANDJI-KOMBE est actuellement Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne où, en plus de ses activités académiques et scientifiques, il a dirigé tour à tour le Département Droit social de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, le Master 2 Recherche Droit Social et le Centre FCPS – Formation Continue Panthéon Sorbonne. Il a été par ailleurs Professeur associé à l'Université de Bangui et est actuellement Professeur invité à l'Université de Lomé, où il délivre des cours de « Droit constitutionnel de crise en Afrique » et de « Droits communautaires africains ».

Il a réalisé de nombreuses expertises pour le compte de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe (Rapports sur les migrations, sur les droits sociaux, sur les collectivités territoriales ; et missions sur les Droits de l'homme), du Forum des Parlements des États membres de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (FP-CIRGL : Initiative parlementaire pour la paix, la sécurité et la bonne gouvernance), des institutions publiques centrafricaines (Forum de Bangui (bonne gouvernance), Forum économique (environnement des affaires), Règlement intérieur de l'Assemblée Nationale (AN), Plan stratégique de développement de l'AN (développement institutionnel), etc.), du Ministère des Affaires étrangères du Togo (Rapport sur « Gestion des transitions politiques et renforcement de la résilience face aux extrémismes violents, cas de l'Afrique de l'Ouest : repenser les ordres politiques en place ») des institutions publiques françaises, tant nationales (participation à des processus législatifs et à des études) que régionales (Normandie en particulier, expertise ayant conduit à la mise en place de l'Institut international de la paix et des droits de l'homme), et de groupements privés (entreprises et syndicats). Il est Vice-Président de l'Académie Africaine pour la Pratique du Droit International (AAPDI).

Il intervient dans les procédures juridictionnelles auprès des grands cabinets d'avocats ou à la demande des juridictions, en contentieux international (droits de l'homme et droit international pénal notamment), constitutionnel, administratif et du travail.

Il est l'auteur de nombreux écrits de droit public en droit international, droit européen et droit africain, ainsi qu'en droit social et droits sociaux.

Enfin, il est, chroniqueur de la vie juridique, politique et sociale des pays africains dans différents médias (notamment Africa24 TV, TV5 Monde, Afrique Media TV, Deutsche Welle, BBC Afrique, Africa Radio).

ÉLÉMENTS DE BIOGRAPHIE

Formation et concours

- 2005 : Agrégation des universités (concours national), France, major de promotion.
- 2004 : Habilitation à diriger des recherches, Université de Caen Basse-Normandie.
- 1992 : Doctorat de Droit public, mention très honorable avec félicitation, Université de Picardie Jules Verne, Amiens. Sujet : « La politique extérieure de la Communauté européenne en matière des droits de l'homme ».
- 1985 : DEA de Science administrative, mention très bien, Université de Picardie Jules Verne, Amiens.
- 1984 : Maîtrise en Droit public, mention bien, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, France.
- 1983 : Licence en Droit, Université de Bangui, République centrafricaine.

Carrière

- Depuis le 1^{er} sept. 2011 : Professeur (titulaire) à l'École de Droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.
- Depuis sept. 2020 : Professeur invité à l'Université de Lomé.
- Depuis 2017. Professeur associé à l'Université de Bangui, Droit public, Faculté des Sciences juridiques et politiques.
- 2005 – 2011 : Professeur à l'Université de Caen Basse-Normandie.
- 1993 – 2005 : Maître de conférences à l'Université de Caen Basse-Normandie, Droit public.

Distinctions et reconnaissances

- Doyen Honoraire de la Faculté de Droit de Caen (Université de Caen Basse-Normandie).
- Coordonnateur Général Honoraire du Réseau académique sur la Charte sociale européenne et les droits sociaux (RACSE) [Réseau de recherche ayant vocation à couvrir les 47 États membres du Conseil de l'Europe].
- Officier de l'ordre des Palmes académiques (France).
- Prix de la meilleure thèse juridique aux « Trophées de la recherche » pour les 25 ans d'existence de l'Université de Picardie (France, 1993).

Responsabilités exercées

Position et responsabilités actuelles

- Professeur de Droit public à l'École de Droit de la Sorbonne (Agrégé des Universités), Université Paris 1 Panthéon Sorbonne ;
- Professeur invité à l'Université de Lomé ;
- Vice-Président de l'AAPDI – Académie Africaine pour la Pratique du Droit International.
- Président de l'IpaP - Institut Panafricain d'Action et de Prospective
- Membre associé de l'Institut d'études avancées (IEA) de Nantes ;

- Président du Comité scientifique de la revue « Paix et Sécurité en Afrique Sub-Saharienne ».
- Expert auprès du Gouvernement Togolais pour les questions de « Gestion des transitions politiques et renforcement de la résilience face aux extrémismes violents » (mission de mars 2022).
- Expert auprès du Conseil de l'Europe pour les questions relatives à la Convention européenne des droits de l'homme et à la Charte sociale européenne (depuis 2001).
- Expert auprès de l'Organisation internationale du travail pour les questions relatives à la protection des travailleurs.

Responsabilités passées

- Professeur associé à l'Université de Bangui (2015 à 2018).
- Expert auprès du Forum des Parlements des États membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (FP-CIRGL) pour les questions relatives à la sécurité et à la bonne gouvernance. ;
- Directeur du Centre FCPS – Formation Continue Panthéon Sorbonne (2015-2016).
- Membre du Conseil des études et de la vie universitaire de l'Université Paris 1 (2011-2016).
- Coordinateur Général du Réseau académique européen pour les droits sociaux (2006-2016).
- Codirecteur du Département Droit social de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS – EA4150) (2011-2016).
- Codirecteur du Master Recherche Droit social de l'Université Paris 1 (2011-2015).
- Conseiller juridique du Président de l'Assemblée Nationale de RCA (2016-2018).
- Rapporteur général du Forum économique de Bangui - RCA (sept. 2015).
- Rapporteur de la Commission « Gouvernance » du Forum national de Bangui - RCA (mai 2015).
- Membre du Conseil d'administration de l'Association française pour le Droit du travail et de la Sécurité sociale (AFDT – 2012-2015).
- Membre du jury du prix de thèse de l'AFDT (2012-2014).
- Doyen de la Faculté de Droit de Caen (2007-2011).
- Vice-Président de l'Université de Caen Basse-Normandie (2001-2005).
- Administrateur provisoire de l'UFR de Géographie de l'Université de Caen Basse-Normandie (2002-2003).
- Directeur du Service universitaire d'orientation et d'information - SUIO – (2003-2005).
- Administrateur de l'Université de Caen Basse-Normandie (2008-2011).
- Secrétaire Général de l'Institut international des droits de l'homme et de la paix – Caen (2008-2011).

Engagements sociétaux

- Vice-Président de l'Académie Africaine de la Pratique du Droit International et Responsable de la Section « Droits africains de l'intégration ».
- Co-fondateur et Membre du Directoire du Think Tank « Nouvelles Perspectives Démocratiques Africaines ».
- Ancien Président de la Commission « Affaires juridiques et constitutionnelles » du Mouvement Fédéraliste Panafricain (MFPA).

- Co-fondateur et Président de l'Institut Panafricain d'Action et de Prospective, dédié à l'éducation multidimensionnelle en Afrique.
- Co-fondateur et Président de l'Association dénommée Citoyens Debout et Solidaires Centrafrique, organisation d'éducation citoyenne et d'action citoyenne au soutien des victimes du conflit centrafricain.

Cours dispensés

Cours actuels :

- *Droit international économique*, Univ. Paris 1, Collège franco-roumain pour les études européennes (Bucarest), Master 1
- *Droit constitutionnel africain*, Univ. Paris 1, Master 2 « Droits africains »
- *Justice transitionnelle en Afrique*, Univ. Paris 1, Master 2 « Droits africains »
- *Droit international et européen de la laïcité*, Univ. Paris 1, DU « Laïcité »
- *Droit administratif*, Univ. Paris 1 et Université du Caire, Licence 2
- *Droit constitutionnel de crise en Afrique*, Université de Lomé, DU
- *Droits communautaires africains*, Univ. de Lomé, Master 2 « Droit public ».

Cours passés :

- **Université de Picardie Jules Verne (Amiens)**
 - Institutions internationales (Licence 1^e année)
- **Université de Caen Basse-Normandie**
 - Régime international et européen des droits sociaux (Master 2^e année, Droits fondamentaux)
 - Institutions administratives (Licence 1^e année)
 - Institutions européennes (Licence 1^e année)
 - Droit constitutionnel (Licence 1^e année)
 - Droit administratif (Licence 2^e année)
 - Libertés publiques (Licence 3^e année)
 - Droit institutionnel de l'Union européenne (Licence 3^e année)
 - Droit matériel de l'Union européenne (Master 1^e année)
 - Politiques communautaires (Master 1^e année)
 - Droit social international et européen (Master 1^e année)
 - Droit approfondi de l'Union européenne (Master 2^e année, Droit public)
 - Droits fondamentaux constitutionnels (Master 2^e année, Droits fondamentaux)
 - Droit international et européen des droits de l'homme (Master 2^e année, Droits fondamentaux)
- **Université Paris 1, Ecole de Droit de la Sorbonne**
 - Grands enjeux contemporains de Droit public : transformations de l'État, mutations des Constitutions & réformes des appareils d'Etat (Master 1)
 - Droit public (constitutionnel) approfondi (Master 1)
 - Droit international économique (Master 1, Paris 1-Bucarest, Collège juridique franco-roumain pour les études européennes)
 - Droits constitutionnels africains (Master 2 Droits africains)
 - Droit public : Prépa aux grands concours, notamment ENA, Affaires étrangères, Administrateur des Assemblées (Master 1)
 - Droit administratif général (Paris-Le Caire, Licence 2)
 - Droit européen de la laïcité (DU Laïcité)
 - Droit administratif (Master double cursus)
 - Droit administratif (Formation continue)
 - Droit des institutions européennes (L2 – Bucarest)

- Introduction au Droit public (Master 2 Stratégies industrielles et politiques publiques de défense)
- Droit comparé du travail (Master 2^e année, Droit social, Recherche)
- Elections et gouvernance en Afrique (Séminaire, DU Administrateur d'élections)
- Droit administratif (Licence 2^e année, Administration économique et sociale)
- Droit public économique (Licence 3^e année, Administration économique et sociale)
- Technique contentieuse, cassation (Master 2^e année, Droit social, Recherche)
- Droit social européen (Master 2^e année, Droit social Recherche & Droit européen Recherche)
- Droit social international et européen (Master 2^e année, Droit social, formation continue).
- Sports et Convention européenne des droits de l'homme (Séminaire, Master 2 Droit du sport).
- **Université de Bangui, Faculté des Sciences juridiques et politiques**
 - Systèmes régionaux de protection des droits de l'homme (Séminaire, M2 Droits de l'homme et Gouvernance démocratique) ;
 - Protection non juridictionnelle des droits de l'homme (Séminaire, M2 Droits de l'homme et Gouvernance démocratique) ;
 - Méthodologie de thèse et de recherche (conférences doctorales)

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

Pour les liens de téléchargement des ouvrages, rapports et articles, se rendre sur mon blog (<https://jfaki.blog/>), rubrique « DROITS » -- « Mes publications »

Ouvrages

- Avec Catherine Maia et Jean-Baptiste Harelimana (Dir.), *La protection juridictionnelle internationale des droits de l'homme en Afrique*, Actes du colloque de l'AAPDI, à paraître fin 2022.
- Avec Crescent Béninga et Calvin Minfegue (Coordonateurs), *État et violence(s) armée(s) en République Centrafricaine*, Les Cahiers du CCRAG, n° 1/2022, numéro spécial, mai 2022.
- Avec Catherine Maia et Jean-Baptiste Harelimana (Dir.), *L'apport de l'Afrique à la justice internationale pénale*, Ed. L'Harmattan, coll. Etudes africaines Série Droit, Déc. 2018, 388p.
- *La Cour pénale spéciale de la République Centrafricaine*, Editions de l'Ipap – Institut panafricain d'action et de prospective, Paris, 1^{er} Déc. 2017, 269p. 2^e édition revue et augmentée en préparation.
- Avec A. Lacabarats et B. Stirn, *Droit du travail et droit de la fonction publique : dynamiques normatives et contentieuses*, Actes des Rencontres sociales de la Sorbonne au Conseil d'Etat, du 17 janvier 2014, *Les Cahiers de la Fonction Publique*, numéro spécial, avril 2014.

- Dir., *Egalité et droit social*, Actes du cycle d'études 2012-2013 organisé dans le cadre des Rencontres sociales de la Sorbonne, à paraître aux Éditions de l'IRJS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, en janvier 2014.
- Dir., *L'homme dans la société internationale. Mélanges en hommage au Professeur Paul Tavernier*, Ed. Bruylant, Bruxelles, 2013, 1624 p.
- Avec G. Couturier (Dir.), *Compétitivité des entreprises et sécurisation de l'emploi, le passage de l'accord à la loi*, Les rencontres sociales de la Sorbonne, vol. 1, Editions de l'IRJS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, mai 2013.
- Dir., *Le Conseil d'Etat et le droit social*, Actes du colloque organisé au Conseil d'État les 26-27 octobre 2009, Ed. Montchrestien, collection « Grands colloques », 2011.
- Co-Dir., *La libre circulation des personnes dans l'Union européenne*, Editions Bruylant, 2010.
- Co-auteur, *Droit des relations extérieures de l'Union européenne*, Litec, Paris, 2007.
- Dir., *La citoyenneté européenne*, Editions Bruylant. 2007.
- *Les obligations positives en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme*, Editions du Conseil de l'Europe, coll. « Précis sur les droits de l'homme », n° 7, Ed. du Conseil de l'Europe, 2006.
- Co-Dir., *La Charte sociale européenne*, Actes des 1ères Rencontres européennes de Caen, 17 mars 2000, Bruylant, collection " Rencontres européennes " Bruxelles, 2001, 207 p, en co-direction avec S. Leclerc.
- Co-Dir., *L'Union européenne et les droits fondamentaux*, Actes de la journée d'études CEDECE de Caen (7 mai 1998), Bruylant, Bruxelles, 1999, 235p.

Rapports

- *Gestion des transitions politiques et renforcement de la résilience face aux extrémismes violents, cas de l'Afrique de l'Ouest : repenser les ordres politiques en place*, Rapport au panel d'experts organisé par le ministère des Affaires étrangères et des Togolais de l'extérieur, Lomé, 5 et 6 mars 2022.
- *Rapport sur l'Initiative Parlementaire pour la paix, la sécurité et la bonne gouvernance dans la Région des Grands Lacs : Statut d'ancien Chef d'Etat ; Prévention du terrorisme et de la régionalisation des groupes armés*, Rapport à la 9e Session ordinaire de l'Assemblée Plénière du FP-CIRGL, Brazzaville (Rép. du Congo), 6 Décembre 2018, 44p.
- Avec Alain Lamessi, *Rapport portant Plan stratégique de Développement de l'Assemblée Nationale de la République Centrafricaine pour la période 2008-2028*, Bangui, Décembre 2017.
- *Rapport portant avant-proposition de Règlement intérieur pour l'Assemblée nationale de République centrafricaine*, Assemblée Nationale, Bangui, nov. 2016.
- *Rapport général du Forum économique de Bangui sur l'initiative privée*. Sept. 2015.
- *Rapport de la Commission « Gouvernance » du Forum National de Bangui*. Mai 2015.
- *Document de Bruxelles sur l'avenir de la protection des droits sociaux en Europe*, Document bilingue (Fr/En) rédigé à la demande de la Conférence de Haut Niveau de Bruxelles de février 2015 – Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement – par les Experts du Réseau Académique européen sur la Charte sociale européenne et les droits sociaux (RACSE/ANESC), sous la Direction du Prof. Jean-François AKANDJI-KOMBÉ, Coordinateur Général du RACSE/ANESC.

- *Mémorandum à la Conférence de Haut niveau sur la Charte sociale européenne, sur les Droits sociaux et la relance européenne*, Turin, 17-18 oct. 2014, Document bilingue FR/EN rédigé et présenté au nom du Réseau académique sur la Charte sociale européenne et les droits sociaux. Document assorti d'un relevé de propositions.
- (avec G. Marcou), *La Charte européenne de l'autonomie locale et l'impact du droit communautaire sur les collectivités locales des Etats membres*, Rapport au Comité européen des autorités locales et régionales et au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, Septembre 2011.
- *La Charte sociale européenne et la protection des migrants en situation irrégulière*, Rapport élaboré à la demande de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Doc. AS/Mig/Inf (2005) 17, juillet 2005.

Articles et contributions à des ouvrages

- « *Introduction générale* », Les Cahiers du CCRA, n° 1/2022, numéro spécial, mai 2022 : État et violence(s) armée(s) en République Centrafricaine.
- « *L'ordre juridique communautaire entre logique d'impérialisme et nécessité de dialogue. Retour sur l'arrêt de la Cour de Justice de l'UEMOA du 8 juillet 2020* », article à paraître.
- « *Des conflits entre ordres juridiques en Afrique et des moyens de les surmonter* », article à paraître.
- « *Le Tribunal administratif de Bangui, gardien de l'État de Droit : à propos de l'ordonnance en référé du 25 mai 2021 dans l'affaire Zingas* », publié le 29 mai 2021 sur jfaki.blog.
- « *Élections, responsabilité, légalité et légitimité : Retour sur la décision du 18 janvier 2021 de la Cour constitutionnelle de RCA* », publié le 29 mai 2021 sur jfaki.blog.
- « *Constitutionnalisme et COVID-19 en République Centrafricaine* », in *Constitutionalism and COVID-19 in Africa*, Réseau Africain de Droit constitutionnel, Dossier spécial, 7 mai 2020.
- « *Alternance démocratique et Constitution : introduction pour un droit constitutionnel africain* », in CORDE, *Alternance démocratique et problématique d'une nouvelle Constitution en Guinée*, Rapport de la Conférence internationale sur la démocratie en Guinée, Paris, avril 2020, pp. 11-19.
- « *La constitutionnalisation des ressources naturelles en Afrique, le laboratoire centrafricain* », *Mélanges en l'honneur du Professeur Joseph Owona*, à paraître.
- « *La « société démocratique » au sens de la Charte sociale européenne, cet autre versant de la fonction collective des droits sociaux* », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Jean Mouly*, à paraître.
- « *Centrafrique, Affaires Rombot et Ngaïssona : La Cour pénale internationale est-elle compétente* », 18.12.2019.
- « *Le Droit au travail, commentaire de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* » (PIDESC), in E. Decaux & O. De Schutter, *Le PIDESC, commentaire article par article*, Economica 2019, pp. 188 et s.
- Jean-François AKANDJI-KOMBÉ, Catherine MAIA, « *O Tribunal Penal Especial centro-africano: os desafios do estabelecimento de uma justiça penal internacionalizada na República Centro-Africana* », *Revista do Instituto Brasileiro de Direitos Humanos*, vol. 17/18, 2018.

- J.F. AKANDJI-KOMBÉ & C. MAIA : « O Tribunal penal especial centro-africano : os desafios do estabelecimento de uma justiça penal internacionalizada na República Centro-Africana », *Revista da Faculdade de Direito e Ciência Política da Universidade Lusófona do Porto*, [S.l.], v. 1, n. 11, p. 70, oct. 2018. ISSN 2184-102.
- J.F. AKANDJI-KOMBÉ & C. MAIA : « La Cour pénale spéciale centrafricaine : les défis de la mise en place d'une justice pénale internationalisée en République centrafricaine », *Revue Belge de Droit International*, Vol. 2017-1, p. 129 et s.
- « *Contrôle de constitutionnalité et actes politiques de règlement des crises institutionnelles* », contribution au Colloque de Bamako des 26 et 27 avril 2016, sur Le rôle des juridictions constitutionnelles dans la consolidation de l'Etat de Droit.
- « Centrafrique : Imbroglis constitutionnels fantasmés. A propos du passage des institutions de Transition à l'Ordre constitutionnel nouveau ».
- Avis juridique : L'élaboration de la Constitution congolaise du 6 novembre 2015 et les principes du Droit constitutionnel. 10 nov. 2015.
- « Droit constitutionnel, droit international et droit européen des droits de l'Homme : concurrence, confusion, complémentarité ». *Revue hellénique de Droit du travail* (Grèce), Volume 74e, Numéro 6, Année 2015 (655-668)
- Le juge de la CEDEAO et la révolution démocratique burkinabé : à propos de la décision de la CJCEDEAO du 13 juillet 2015. 21.07.2015 (jfaki.blog)
- Sortir du guêpier Centrafrique par le droit ? Autour de la décision du 15 avril 2015 de la Cour constitutionnelle de transition ». 28 av. 2015 (jfaki.blog)
- « Le Conseil constitutionnel, juge de conventionnalité », *Actualité juridique Droit administratif (AJDA)*, n° 13/2015.
- « La voie d'une réglementation ouverte et responsable de la liberté syndicale dans l'armée. A propos du rapport Pêcheur », 5 janvier 2015 (jfaki.blog).
- « Le rapprochement entre juge judiciaire et juge administratif en matière sociale », in *Droit ouvrier*, nov. 2014.
- « Le dialogue social selon le patronat, ou la mise à mort de la Loi [propositions du patronat relatives au dialogue social et à la représentation des salariés] », 30 octobre 2014 (jfaki.blog)
- « La Charte sociale est d'effet direct en France. Retour sur un arrêt du Conseil d'Etat passé inaperçu [10 fev. 2014] », 7 octobre 2014 (jfaki.blog).
- « Le jour où la liberté syndicale débarqua dans l'armée : A propos des arrêts Matelly et ADEFROMIL de la Cour européenne des droits de l'homme », 2 octobre 2014 (jfaki.blog).
- « Un nouvel horizon pour le droit à l'emploi : le droit à la vie privée », in *Droit du travail, emploi et entreprise, Mélanges en l'honneur du Professeur François Gaudu*, IRJS Editions (Paris 1), 2014.
- « Le dialogue entre le Comité européen des droits sociaux et la Cour européenne des droits de l'homme en matière professionnelle », *Revue de Droit du Travail*, Juin 2014.
- « L'application de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne en 2013 et les droits sociaux : satisfecit sur fausses notes », 16 av. 2014 (jfaki.blog).
- « La Convention européenne et la distinction Droit du travail / Droit de la Fonction publique », in J.F. Akandji-Kombé, A. Lacabarats et B. Stirn, *Droit du travail et droit de la fonction publique : dynamiques normatives et contentieuses*, Actes des Rencontres sociales de la Sorbonne au Conseil d'Etat, du 17 janvier 2014, *Les Cahiers de la Fonction Publique*, numéro spécial, avril 2014.

- « Droit constitutionnel, droit international et droit européen des droits de l'homme : concurrence, confusion, complémentarité ? », contribution au Dossier « Droit constitutionnel du travail », *Droit social*, 2014-4 (avril).
- « La aplicación de la Carta social europea por los organos jurisdiccionales de los estados partes », in M. Terol Beccera y L. Jimena Quesada, *Tratado sobre protección de derechos sociales*, Ed. Tirant, Valencia, 2014, pp. 269 et s.
- « La valse « Baby-Loup » ou la laïcité dans l'entreprise privée à droit forcé », *Les Cahiers sociaux*, n° 260, fév. 2014, pp. 90 et s.
- « En amont du débat sur les recours collectifs en matière professionnelle : éliminer les causes conventionnelles de discrimination », *Droit social*, 2014-1 (janvier).
- « Clauses de désignation et de migration en matière de prévoyance et de retraite, droit de négociation collective et liberté économique », *Droit social* 2013-11, Dossier spécial « Protection sociale complémentaire », p. 880 et s.
- « Baby-Loup, suite : le contrôle de la restriction, par l'employeur, de la liberté religieuse dans l'entreprise privée », *Droit ouvrier*, 2013-782, p. 580 et s.
- « De la proscription et du droit », in C.-A. Chassin, *La proscription en droit*, Ed. Bruylant, coll. « penser le droit », 2013, p. 9 et s.
- « Travail et protection sociale », chronique annuelle, *Journal Européen des Droits de l'Homme / European Journal of Human Rights*, mai 2013, p...
- « Questions en constitutionnalité », in G. Couturier et J.-F. Akandji-Kombé, *Compétitivité des entreprises et sécurisation de l'emploi, le passage de l'accord à la loi*, Les rencontres sociales de la Sorbonne, vol. 1, Editions de l'IRJS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, mai 2013, p. 3 et s.
- « Pour un renouvellement de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme relative à la liberté d'expression syndicale – ou la liberté d'expression syndicale, fille de la liberté syndicale », *Droit ouvrier*, mai 2013, n° 778, p. 299 et s.
- « De l'invocabilité des sources européennes et internationales du droit social devant le juge interne », *Droit social*, n° 11-12 2012, pp. 1014 et s.
- « Le droit social : droit national, international ou européen ? », in P. Waquet (Dir.), *13 paradoxes en droit du travail*, Ed. Lamy, coll. Axe Droit, 2012, pp. 181 et s.
- « La compétence des syndicats mixtes pour instituer le « versement transport » s'apprécie strictement », note sous Cass. 2^e civ. 20 sept. 2012, SAS MRCI c/ SMIVOTU de Bourges, *JCP Administration et Collectivités territoriales*, 2012-2373 ;
- « La justiciabilité des droits sociaux et de la Charte sociale européenne n'est pas une utopie », in J.F. Akandji-Kombé (Dir.), *L'homme dans la société internationale. Mélanges en hommage au Professeur Paul Tavernier*, Ed. Bruylant, Bruxelles, 2013, 1624 p., pp. 475 et s.
- « Le versement transport ou l'impératif de sécurisation juridique d'un dispositif d'intérêt général », *Revue Lamy collectivités territoriales*, avril 2012, pp. 15 et s.
- « La modulation du temps de travail : regard sur une validation constitutionnelle », *La semaine sociale Lamy*, 2012-1534, *Dossier spécial : « L'articulation entre l'accord collectif et le contrat »*.
- « Une décision qui sonne le glas de la QPC sur la loi du 20 août 2008 ? A propos des conditions de désignation du RSCE (Cons. Const., QPC, 3 fév. 2012, n° 2011-216) », *La semaine sociale Lamy*, 2012-1525, p. 13-14.

- « Fight against terrorism : seeking desperately a global model », in L. Hennebel & H. Tigroudja (eds), *Balancing liberty and security : the human rights pendulum*, Wolf Legal Publishers, 2011, pp. 255 et s.
- « La QPC poursuit sa révolution tranquille en droit social », *Liaisons sociales*, Hors série du 28 décembre 2011, p. 46.
- « Questions sur la constitutionnalité de la désignation du représentant syndical au comité d'entreprise », interview, *La semaine sociale Lamy*, 2012-1525.
- « Le droit social : droit national, international ou européen ? », *La semaine sociale Lamy*, Supplément, *Les 13 paradoxes du Droit du travail*, 2011-1508.
- « Le forfait en jours n'est pas sorti de la zone de turbulence - A propos de l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 29 juin 2011 », *JCP S*, 2011/29, p. 11 et s.
- « Quand le tribunal d'instance d'Orléans donne une leçon de contrôle de conventionnalité », *La semaine sociale Lamy*, 2011/1501.
- « Discutable et équivoque application des sources européennes du droit social : brèves observations sur l'arrêt du 29 juin 2011 (Cass soc) », *La semaine sociale Lamy*, 2011-1500.
- « Réflexions sur l'efficacité de la Charte sociale européenne », *Revue de Droit du Travail*, 2011-233.
- « Négociation collective et marché intérieur: la CJUE franchit-elle un cap? », *La semaine sociale Lamy*, 2010, n° 1463, p. 5 et s.
- « Question prioritaire de constitutionnalité et droit social. Premier bilan et perspectives », *Revue de Droit du Travail*, n° 2010-11, p. 628 et s.
- « Le juge (du fond), les parties et la QPC : stratégies contentieuses entre question de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité », *Recueil Dalloz*, 2010, 1725.
- « Controverses. QPC : la Cour de cassation filtre-t-elle trop ? », *Revue de Droit du travail*, 2010, 622.
- « A propos de la constitutionnalité de la loi du 20 août 2008 : occasions manquées", *La semaine sociale Lamy*, 2010 (5 juillet), n° 1453, p. 7 et s.
- « Représentativité syndicale selon la loi du 20 août 2008 et normes internationales : le pas de trois de la Cour de cassation, note sous Cass. Soc. 14 avril 2010, nos 09-60.426 et 09-60.429 », *Revue de Droit du travail*, 2010, p. 374.
- « Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) versus question préjudicielle à la CJUE : à qui la priorité ? », *JCP G*, 24.5.2010, pp. 1060 et s.
- « Penser autrement les relations collectives : entretien sur l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 14 avril 2010 », *La Semaine sociale Lamy*, 2010, n° 1442, p. 10 et s.
- « Les réclamations collectives dans le cadre de la Charte sociale européenne : bilan et perspectives », *L'Europe des Libertés*, 2009, n° 28.
- « Tonnerre de Brest ou pétard mouillé ? A propos de la déclaration d'inconventionnalité de la loi du 20 août 2008 », *La Semaine sociale Lamy*, 2009, n° 1421, p. 10 et s.
- « Charte sociale européenne et procédure de réclamation collective 2009 », *Journal de droit européen (Bruxelles)*, n° 2009/161, pp. 220 et s.
- « Charte sociale européenne et procédure de réclamations collectives (1998-1^{er} juillet 2008) », *Journal de droit européen (Bruxelles)*, n° 2008/151, pp. 217 et s.
- « L'applicabilité ratione personae de la charte sociale européenne : ombres et lumières », *L'Europe des Libertés*, 2007, n° 23.

- « Carta social europea y convenio europeo de derechos humanos : perspectivas para ma proxima década », *Revista de Derecho Politico* (Madrid), n° 67, 2006, pp. 387 et s.
- « Actualité de la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux », *Revue trimestrielle des droits de l'homme* (Bruxelles), 2005/63, 673 et s.
- « L'application des normes sociales internationales par le Conseil d'Etat : à propos de quelques angles morts », in J. F. AKANDJI-KOMBE, *Le Conseil d'Etat et le droit social*, LGDJ, 2010.
- « Charte sociale européenne et Convention européenne des droits de l'homme » : quelles perspectives pour les dix prochaines années ? », in O. De Schutter (coord.), *The European Social Charter : a constitution for Europe / La Charte Sociale Européenne : une constitution pour l'Europe*, Bruylant 2010.
- « L'applicabilité ratione personae de la Charte sociale européenne : ombres et lumières », in O. De Schutter (coord.), *The European Social Charter : a constitution for Europe / La Charte Sociale Européenne : une constitution pour l'Europe*, Bruylant 2010.
- « La France et la Cour européenne des droits de l'homme en 2008 : conclusions générales », in P. Tavernier (dir), *La France et la Cour européenne des droits de l'homme, la jurisprudence en 2008*, Bruylant, 2010.
- « « La terre domine la mer » : de quelques considérations sur la représentation de la mer en Droit international public », in M. Conan et B. Thomas-Tual, *Les transformations du droit public*, Ed. La Mémoire du Droit, 2010.
- « Le droit à la non-discrimination, vecteur de la garantie des droits sociaux », in F. Sudre, *Le droit à la non-discrimination au sens de la Convention européenne des droits de l'homme*, Bruylant, 2009.
- « Charte sociale européenne et Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels », in N. Aliprantis, *Les droits sociaux dans les instruments européens et internationaux*, Bruylant, 2009.
- « Logement, droits fondamentaux et droit européen », in Conseil d'Etat, *Rapport public 2009 : Droit au logement, droit du logement*, La documentation française, 2009.
- *V° Accords de Schengen*, in Répertoire de droit communautaire, Dalloz, à paraître (refonte).
- « La libre circulation des personnes, perspectives actuelles », in S. LECLERC, *La libre circulation des personnes dans l'Union européenne*, Bruylant, 2009.
- « Charte sociale européenne » et « Droits économiques, sociaux et culturels », in J. ANDRIANTSIMBAZOVINA, H. GAUDIN, J.-P. MARGUENAUD, S. RIALS, F. SUDRE, *Dictionnaire des droits de l'homme*, PUF, oct. 2008.
- « Actualité de la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux sur les réclamations collectives : avril 2005 – décembre 2007 », *RTDH*, 2008/507.
- « Regard de l'Union européenne sur les droits de l'homme en Afrique », in P. Tavernier, *Regards sur les droits de l'homme en Afrique*, Ed. L'Harmattan, coll. Presses universitaires de Sceaux, avr. 2008.
- « L'interaction normative entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe en matière de droits sociaux », in C. SCHNEIDER et alii, *L'interaction entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe*, Actes de la journée nationale d'études CEDECE de Grenoble, 2-3 déc. 1999, Les Cahiers du CESICE, Université de Grenoble 2, n° 3, 2008.

- « Droit et pluralisme, rapport introductif », in L. Fontaine (Dir.), *Droit et pluralisme*, Actes du colloque de Caen (2006), Ed. Bruylant, coll. Droit et justice, n° 76, 2007.
- « L'applicabilité rationae personae de la Charte sociale européenne », in *L'Europe des Libertés*, n° 23, mai 2007.
- « L'émergence de la citoyenneté européenne, de Rome à Maastricht », in J.-F. AKANDJI-KOMBE & S. LECLERC, *La citoyenneté européenne*, Actes des 4e Rencontres européennes de Caen, Editions Bruylant. 2007.
- « La Charte sociale européenne et la promotion des droits sociaux », in *Les droits sociaux fondamentaux : entre droits européens et droits nationaux*, Editions Bruylant, 2007.
- « L'obligation d'enquête en cas d'allégation de mauvais traitements », in C.-A. CHASSIN, *L'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme*, Editions Bruylant, Bruxelles, 2007.
- « The material impact of the jurisprudence of the european Committee of social rights », in G. De BURCA & B. De WITTE, *Social rights in Europe*, Oxford University Press, 2005, p. 89-108.
- « Avant-propos sur l'inscription des droits sociaux dans la Convention européenne des droits de l'homme. Préalables méthodologiques sur la justiciabilité des droits sociaux », *Cahiers de la Recherche sur les Droits Fondamentaux*, n° 3/2004, p. 83-92
- « Actualité de la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux, juillet 2002-septembre 2003, *RTDH*, janvier 2004.
- « Cotonou agreement », in C. HEYNS, *Human rights law in Africa 1998*, Human rights in Africa series, vol. 4 Kluwer Law International, The Hague - London – Boston.
- « Actualité de la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux, juillet 2001-juillet 2002, *RTDH*, janvier 2003.
- « L'interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants dans la Convention EDH », Editions du Conseil de l'Europe, 2002 (en bulgare).
- « Accord de Cotonou », in P. Tavernier, *Recueil juridique des Droits de l'homme en Afrique, 1996-2000*, Ed. Bruylant, 2002.
- *V° Accords de Schengen*, in R. KOVAR et C. GAVALDA, in *Répertoire de Droit communautaire*, Dalloz, Paris.
- « Les mécanismes de la Charte sociale européenne », in *Droits et démocratie sociale, les défis posés par l'élargissement à l'Est*, Actes du colloque de Budapest, 30-31 octobre 2000, publication du ministère français de l'Emploi et de la Solidarité.
- « L'expérience européenne en matière de justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels », contribution au Séminaire co-organisé par le Haut commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, la Commission internationale des juristes et la Finlande sur le thème « *justiciability of economic, social and cultural rights with special reference to an optional protocol to the international covenant on economic, social and cultural rights* », Genève, 5-6 fév. 2001.
- « L'appropriation des droits par les citoyens et le droit de recours des associations et des syndicats dans le système de la Charte sociale européenne », in *Droits et démocratie sociale, les défis posés par l'élargissement à l'Est*, Actes du colloque de Budapest, 30-31 octobre 2000, publication du ministère français de l'Emploi et de la Solidarité.
- « Quels droits fondamentaux et sociaux pour quelles garanties ? » in *Droits et démocratie sociale, les défis posés par l'élargissement à l'Est*, Actes du colloque de

Budapest, 30-31 octobre 2000, publication du ministère français de l'Emploi et de la Solidarité.

- « Charte sociale et droit communautaire » in J.-F. AKANDJI-KOMBE & S. LECLERC (ed.), *La Charte sociale européenne*, Ed. Bruylant, 2001, coll. Rencontres européennes.
- « La France devant le Comité européen des droits sociaux », *Droit social*, n° 11, nov. 2001, p. 977-982.
- « La procédure de réclamation collective dans la Charte sociale européenne, chronique des décisions du Comité européen des droits sociaux », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 48, oct. 2001, p. 1035-1061.
- « Le bilan de la " relance " du mécanisme de contrôle de la Charte sociale européenne, le regard extérieur », in F. BENOIT-ROHMER (Dir.) *Le mécanisme de contrôle de l'application de la Charte sociale européenne*, actes de la journée d'études organisée par l'Institut des Hautes Etudes Européennes, Strasbourg 10 nov. 2000, *L'Europe des Libertés, Revue d'actualité juridique*, n° spécial, juin 2001, p. 9-12.
- « L'application de la Charte sociale européenne, la mise en œuvre de la procédure de réclamations collectives », *Droit social*, n° 9/10, sept.-oct. 2000, p. 888-896
- « Lomé Convention », in C. HEYNS, *Human rights law in Africa 1998, Human rights in Africa series*, vol. 3 Kluwer Law International, The Hague - London - Boston, 2001, p. 207-225.
- « Le développement des droits fondamentaux dans les traités », in J.-F. Akandji-Kombé, S. Leclerc et M.-J. Redor, *L'Union européenne et les droits fondamentaux*, Bruxelles, Bruylant, 1999
- « La garantie des droits fondamentaux », in *Education civique 4^e : notions, démarches, outils*, Publications du CRDP de Basse-Normandie, 1998.
- *V° Etrangers*, in R. KOVAR et C. GAVALDA, *Répertoire de Droit communautaire*, Dalloz, Paris.
- « Jurisprudence communautaire récente en matière de droits fondamentaux, 1er déc. 1996 - 30 nov. 1997 », *Cahiers de Droit européen*, n° 3-4, 1998, p. 353-387.
- « L'organisation de la coexistence entre les peuples de Bosnie-Herzégovine, fictions juridiques », in T. CAO-HUY et A. FENET (Dir.), *La coexistence, enjeu européen*, Paris, PUF - CRUCE, 1998, p. 213-240.
- « Aspects juridiques du principe d'égalité », in *Education civique, 5e: notions, démarches, outils*, Publications du CRDP de Basse-Normandie, 1997.
- « A propos de l'autorité des règlements intérieurs des collectivités locales à l'égard des délibérations de leurs assemblées, note sous TA Caen, 18 fév. 1997, Commune d'Agneaux », *Les Petites Affiches*, 1^{er} sept. 1997, p. 11-15
- « L'application de la CEDH dans les TOM et à l'égard des ressortissants communautaires: l'arrêt de la Cour EDH "Dorothee Piermont c. France », in P. TAVERNIER, *La France et la Cour européenne des droits de l'homme*, Les Cahiers du CREDHO, n° 3, 1997, p. 77-99.
- « La question des rapports entre principe de droit et démocratie dans le système communautaire », in C. GREWE (Dir.), *Questions sur le droit européen*, Presses universitaires de Caen, 1996, p. 51-67.
- « La Coopération politique européenne », in A. FENET et A. CINAY-CITTERMANN, *Union européenne : intégration et coopération*, PUF 1995, p. 157-186.
- « Les droits des étrangers et leur garantie dans l'ordre communautaire », *Cahiers de Droit européen*, n° 3-4, 1995, p. 351-381.

- « Le droit individuel de pétition internationale, entre protection des droits de l'homme et souveraineté des Etats », in J. L. THIREAU, *Les voies de recours judiciaires, instruments des libertés*, PUF 1995, p. 97-140
- « La Communauté est-elle européenne ? », in J. Chevallier (dir.), *L'identité politique*, publications CURRAP-CRISPA, PUF 1994, pp. 419-432.

Chroniques

- Droits fondamentaux et droit communautaire (1996-1997). *Cahiers de Droit européen*, n° 3-4, 1998/353.
- Charte sociale et procédure de réclamations collectives in *Revue trimestrielle des droits de l'homme* :
 - Chronique 2008-2012, n° 2012/547.
 - Chronique 2005-2007, n° 2008/507.
 - Chronique 2003-2005, n° 2005/673.
 - Chronique 2002-2003, n° 2004/225.
 - Chronique 2001-2002, n° 2003/113.
 - Chronique 1999-2001, n° 2001/1035.
- Charte sociale et procédure de réclamations collectives in *Journal de Droit européen* :
 - Chronique 2010-2011, JDE 2011, p. 215 et s.
 - Chronique 2009-2010, JDE 2010, p. 223 et s.
 - Chronique 2008-2009, JDE 2009, p. 220 et s.
 - Chronique 1999-2008, JDE 2008, p. 217 et s.
- Travail et protection sociale in *Journal européen des droits de l'homme / European journal of human rights*
 - Chronique 2012, JEDH/EJHR n° 2/2013.
 - Chronique 2013, JEDH/EJHR n° 2/2014.

Contributions scientifiques et expertises récentes (depuis 2011)

- Space Twitter, 3 juillet 2022 : « *Limiter les mandats en nombre et en durée ?* », organisé par Me Mamadou Ismaïla Konaté, avec la participation des Professeurs Nadine Machikou et Augustin Loada et des activistes Maix Some et Alioune Tine.
- Lomé, Togo, 25 mai 2022, Conférence : « *L'administration soumise au droit* », ENA du Togo.
- Lomé, Togo, 5-6 mars 2022, Colloque international de Lomé (panel d'experts), une initiative du Ministère des Affaires étrangères du Togo, ☒ thème : « *Gestion des transitions politiques et renforcement de la résilience face aux extrémismes violents, cas de l'Afrique de l'Ouest* » ; contribution : « *repenser les ordres politiques en place* ».
- Webinaire organisé (space-twitter) par JURIFIS le 16 fév. 2022 : Thème : Les juridictions constitutionnelles face aux coups d'Etat en Afrique.
- Carthage (Tunisie), 15 fév. 2021, Conférence dans le cadre du Master Panafricain de Mme la Professeure Hajer Gueldich ; thème : « *Comment éviter les coups d'État en Afrique* ».
- **Webinaire** organisé par le Cabinet JURIFIS (Paris), 24 janv.2022 : « *Le coup d'État comme contre-pouvoir ?* ».

- **Lomé**, Togo, 8 sept. 2021, Université de Lomé, Faculté de Droit, Conférence : « *Le juge interne et les normes internationales : la question de l'effet direct* ».
- **Paris**, 24 juin 2021, Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI), cycle « Les Jeudi de l'Académie », avec le juge Dr Koffi Kumelio A. AFANDE : « *Justice pénale internationale et internationalisée, mythes et réalités* ».
- **Paris**, 4 juin 2021, Université Paris 1, colloque de l'AMDAS sur les droits africains. Contribution : « *Le constitutionnalisme africain à la croisée des chemins* ».
- **Paris**, 28 mai 2021, Université Paris 2 Assas, Association MARIFA ASSAS, colloque d'étude comparée des systèmes juridiques africains et français. Contribution : « *Constitutions africaines et réalités locales* ».
- **Paris**, du 17 av. au 22 mai 2021 (tous les samedis), Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI), *Masterclass sur la justice internationale pénale*, co-organisé et coordonné avec Me J.B. HARELIMANA.
- **Paris**, 29 av. 2021, Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI), cycle « Les Jeudi de l'Académie », avec la Pr Laurence BURGORGUE-LARSEN : « *La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et les autres Cours régionales des droits de l'homme* ».
- **Webinaire**, 19 mars 2021, organisé par le Club OHADA de Provence (France) : « *La profession d'Avocat dans l'espace OHADA* ». Contribution : « Introduction générale ».
- **Paris**, du 15 au 19 mars 2021, Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI), *Masterclass « Droit international des droits de l'homme en Afrique »*, co-organisé avec C. MAÏA & J.B. HARELIMANA. Contribution : « *Les Cours communautaires africaines et la problématique des droits de l'homme* ».
- **Paris**, 4 mars 2021, Académie Africaine pour la Pratique du Droit international (AAPDI) et Cabinet Gide, colloque « *Les défis du droit de l'environnement en Afrique* ». Contribution : « *Conclusions générales* ».
- **Webinaire**, 17 déc. 2020, avec Nadine MACHIKOU, Alioune SALL, Mamadou KONATÉ, et Alioune TINE : « *Les démocraties africaines face aux 3e mandats* ».
- **Paris**, webinaire, 9 sept. 2020, Académie Africaine pour la Pratique du Droit International (AAPDI), Cabinet Hogan Lovells et Jus Mundi, colloque : « *Conflit de Lois et contrariété des décisions dans l'arbitrage international* ». Contribution : « *Des conflits de systèmes juridiques en Afrique et des moyens de les surmonter* ».
- **Lomé**, Togo, 2 sept. 2020, Université de Lomé, Faculté de Droit, Conférence : « *L'ordre juridique communautaire entre logique d'impérium et nécessité de dialogue. Retour sur l'arrêt de la Cour de Justice de l'UEMOA du 8 juillet 2020* ».
- **Paris**, 9 mars 2020, Sciences Po, Table ronde sur « *La justice transitionnelle en Afrique* ». Contribution : « *Justice transitionnelle, perspectives africaines* ».
- **Paris**, 14 déc. 2019, contribution au Colloque international sur la démocratie en Guinée : « *Alternances démocratiques et Constitutions, perspectives africaines* ».
- **Paris**, 25 sept. 2019, Rapport conclusif du Colloque de l'AAPDI (Académie africaine pour la pratique du Droit international) sur le *Contentieux des espaces maritimes africains*.
- **Dakar**, 28 août 2019, Invité de l'émission Diplomatie de iRADIO et iTÉLÉ. : *enjeux africains et centrafricains*.
- **Paris**, 18 avril 2019, contribution à la table-ronde organisée par le RIJA (Réseau international des juristes africanistes). Thème : « *Les accords de défense conclus entre*

la France et les États issus de ses anciennes colonies : quelle souveraineté pour les États africains ».

- **Paris**, 2 février, Conférence donnée à l'Espace Afrique des Editions L'Harmattan : « *La République Centrafricaine entre partition et fédéralisation* ».
- **Paris**, 10 déc. 2018, animation et conclusion générale du colloque international sur « *20 ans du Statut de la CPI : défis et espoirs* », organisé par l'Académie africaine pour la pratique du Droit international (AAPDI).
- **Brazzaville**, 6 déc. 2018, présentation à la 9e Session ordinaire de l'Assemblée Plénière du FP-CIRGL du *Rapport sur l'Initiative Parlementaire pour la paix, la sécurité et la bonne gouvernance dans la Région des Grands Lacs : Statut d'ancien Chef d'Etat, Prévention du terrorisme et de la régionalisation des groupes armés.*
- **Bangui**, 2 janv. 2017, Université de Bangui, Faculté des Sciences juridiques et politiques, Conférence : « *Elaboration et application de la Constitution centrafricaine du 30 mars 2016 : réalités et perspectives* ».
- **Dakar**, 9-11 Décembre, IXe Session de l'Assemblée consultative des Parlementaires sur la Cour pénale internationale et l'Etat de Droit ; Conseil juridique de la délégation parlementaire de RCA.
- **Dakar**, 28 nov. – 2 déc., Séminaire sur la rédaction juridique des textes parlementaires, co-organisé par l'Union africaine et le PNUD.
- **Paris**, 13-14 oct. 2016, Colloque du RACSE (Réseau académique sur les Droits sociaux). Thème : *Crise économique et droits sociaux*. Intervention : Introduction générale.
- **Moscou**, 2 juin 2016 – Congrès – *Sur les intégrations économiques régionales (Europe et Eurasie)*, organisé par le Conseil de l'Europe et l'Institut de législation et de droit comparé auprès du Gouvernement fédéral de Russie (IZiSP). Contribution : « *Dynamique des droits sociaux et culturels et intégrations économiques régionales* ».
- **Bamako** des 26 et 27 avril 2016, Colloque organisé par la Cour constitutionnelle du Mali, sur *Le rôle des juridictions constitutionnelles dans la consolidation de l'Etat de Droit*. Contribution : « *Contrôle de constitutionnalité et actes politiques de règlement des crises institutionnelles* ».
- **Thessalonique** (Grèce) le 20 av. 2016, Journée scientifique : *la protection des droits sociaux en Europe et ailleurs*. Contribution : « *Le Comité européen des droits sociaux, figure de l'effectivité des droits sociaux* ».
- **Porto** (Portugal) - Congrès international, 15-16 av. 2016 : *Crises, droit européen et droits nationaux*. Contribution : Rapport introductif.
- **Cotonou** : « *Les organisations internationales et la résolution des conflits post-bipolaires en Afrique* ». Thèse de Doctorat de Droit public, soutenue ce jour 19 mars 2016 à l'Université d'Abomey-Calavi Cotonou par M. Thierry Sèdjro BIDOUZO, devant un jury composé notamment des Professeurs Frédéric Joël AÏVO (directeur de thèse), Hélène TIGROUDJA (Directrice de thèse), Jean-François AKANDJI-KOMBÉ (Rapporteur), et Ludovic HENNEBEL.
- **Paris**, 27 fev. 2016. Rencontre des sénégalais de l'extérieur autour *de la question des réformes constitutionnelles* proposées par le président sénégalais Macky Sall INTERVENANTS Mr Mamadou DÈME (sociologue) Mr Cheikhou SQUARE (universitaire et promoteur économique) Mr Amadou SYLLA, militant Associatif) Pr Jean-François AKANDJI-KOMBÉ (Professeur à l'Ecole de Droit de la Sorbonne, Constitutionnaliste) MODÉRATEUR Daouda TALL (Consultant, éditorialiste) INVITÉS.

- **Université de Calabre (Italie)**, 26 fév. 2016, – Congrès, *A propos des droits sociaux et de la crise*. Contribution : Rapport introductif.
- **Paris**, 19 déc. 2015 : *Transition démocratique et réconciliation en Afrique*. Colloque international organisé par le Comité international Joseph KI-ZERBO.
- **Paris**, 16 déc. 2015 : *Autour du référendum en Afrique*. Table ronde organisée par le RIJA – Réseau international des juristes africanistes.
- **Paris**, 11 déc. 2015 : *Les défis démocratiques en République de Guinée*. Table ronde organisée par « Agir pour la Guinée ».
- **Paris**, 18 nov. 2015 : *Quels leviers pour une paix durable en République centrafricaine ?* Table ronde organisée par Caritas France.
- **Paris**, 21 oct. 2015 : *Changements constitutionnels et violence politique en Afrique*. Table-ronde organisée par le Think Tank Thinking Africa.
- **Paris**, 23 sept. 2014, Conférence : *La revendication d'une justice pénale africaine, une idée panafricaniste ?* Table ronde organisé par le RIJA – Réseau international des juristes panafricanistes.
- **Bruxelles**, 22 sept. 2015, *How to make the best use of the Collective Complaints Procedure under the European Social Charter*. Training (formation pour les ONG européennes).
- **Paris**, 22 juin 2015, *Les élections en Afrique aujourd'hui : enjeux, défis et risques*. Conférence organisée conjointement par l'IpaP (Institut panafricain d'action et de prospective) et l'IAM (Institut Afrique Monde).
- **Nantes**, 8-9 juin 2015, Rencontres doctorales de l'Institut d'études avancées de Nantes : *La responsabilité à l'épreuve de la mondialisation*.
- **Bangui**, mars 2015, Cycle de conférences à l'Université de Bangui. Thèmes : 1) *L'Etat* ; 2) *la Constitution* ; 3) *Qu'est ce que la « Communauté internationale ? »*.
- **Bruxelles**, 12-13 février 2015, *Conférence de haut niveau sur l'avenir des droits sociaux en Europe*, sous l'égide du Conseil de l'Europe,
- **Bruxelles**, 23 janvier 2015, Transnational Trade Union Rights Expert Network, Seminar : « *The European Social Charter and the Employment Relation* ». Contribution : « Future challenges ».
- **Bruxelles**, 15 janvier 2015, Confédération européenne des syndicats, Groupe de travail sur la participation des travailleurs, Séminaire de travail. Contribution : « *L'information et la consultation en tant que droits individuels fondamentaux* ».
- **Paris**, 18 décembre 2014, Les Rencontres sociales de la Sorbonne (par Université Paris 1, Conseil d'Etat et Cour de cassation), cycle « *Droit du travail et droit de la fonction publique* ». Atelier : « *La Fonction publique territoriale entre droit de la fonction publique et droit du travail* ». Contribution : modération générale de l'atelier
- **Nantes**, 9 décembre 2014, Institut d'Etudes Avancées (IEA) de Nantes. Conférence : « *Les droits sociaux et le droit européen, d'aujourd'hui à demain* ».
- **Paris**, 28 novembre 2014, ENM-INTEFP-AFDT, Colloque Droit du travail au titre de la formation continue des magistrats : « *Le droit au travail* ». Contribution : « *Le droit constitutionnel à l'emploi* ».
- **Clermont-Ferrand**, 26 novembre 2014, Colloque de l'Université d'Auvergne : « *Le droit public du travail* ». Contribution : « *Conclusions générales* ».
- **Sarajevo** (Bosnia & Herzegovina), 13-14 novembre 2014, Council of Europe, Training for judges : *Labour Law and implementation of European Social Charter in Bosnia and Herzegovina*. Plusieurs contributions.

- **Turin**, Italie, 17-18 octobre 2014, Conseil de l'Europe & Union européenne, Conférence à haut niveau sur la Charte sociale européenne : « *L'Europe repart de Turin* ». Contributions (en tant que Coordinateur général du Réseau académique sur la Charte sociale européenne et les droits sociaux - RACSE) : co-écriture de la contribution du RACSE à la Conférence, et participation au panel sur la procédure de réclamations collectives.
- **Avignon**, 26 septembre 2014, Les Rencontres sociales de la Sorbonne (par Université Paris 1, Conseil d'Etat et Cour de cassation), cycle « *Droit du travail et droit de la fonction publique* ». Atelier : « La diversité des formes d'hybridation entre le droit du travail et le droit de la fonction publique ». Contribution : Introduction et modération des débats.
- **Santiago De Compostella**, España, 8-9-10 septembre 2014, Université d'été Université Paris 1 et Université St Jacques de Compostelle : « *Le travail face à la crise* ». Contributions : direction du groupe de travail sur le droit européen et la crise ; et conférence sur le thème « la négociation collective et la crise ».
- **Paris**, 3 juillet 2014, Colloque Force Ouvrière : « *Le rendez-vous des Comités d'entreprise européens* ». Contribution : « Apports et impacts de la nouvelle législation européenne sur les CEE : plus de droits et de moyens pour les CEE ? ».
- **Limoges**, 27 juin 2014, Colloque Université de Limoges : « *La Charte sociale européenne et le droit du travail* ». Contribution : « Conclusions générales ».
- **Paris**, 17 juin 2014, Colloque FIAPA – Fédération internationale des associations des personnes âgées : « *La charte sociale européenne et les recours collectifs* ». Contribution : Présentation de la Charte sociale européenne.
- **Aix-en-Provence**, 12-13 juin 2014, Colloque de la Faculté de Droit : « *Critiques du droit international des droits de l'homme* ». Contribution : « Justiciabilité et opposabilité des droits de l'homme : l'exemple des droits économiques, sociaux et culturels ».
- **Paris**, 5-6 juin 2014, Colloque CGT (Confédération générale du travail) : « *Vers un ordre juridictionnel social* ». Contribution : « Le rapprochement entre le juge judiciaire et le juge administratif en matière sociale ».
- **Evry**, 6 mai 2014, Colloque de l'Université d'Evry : « *L'inspection du travail, l'entreprise et les droits des travailleurs* ». Contribution : « Peut-il y avoir un rôle de l'Inspection du travail en matière d'emploi d'après la convention n°81 ? ».
- **Thessalonique**, Grèce, 14 mars 2014 : Colloque du Réseau académique sur la Charte sociale européenne : « *Charte sociale européenne, droit de l'Union européenne et ordre juridique hellénique* ». Contribution : « La Charte, son application par le CEDS et ses interactions avec d'autres instruments de protection des droits sociaux ».
- **Paris**, 6 mars 2014, Les Rencontres sociales de la Sorbonne (par Université Paris 1, Conseil d'Etat et Cour de cassation), cycle « *Droit du travail et droit de la fonction publique* ». Atelier : « Greffes et influences croisées ». Contribution : Introduction et modération des débats.
- **Strasbourg**, 30-31 janvier 2014, Colloque sur le thème « *La Convention européenne des droits de l'homme et la relation de travail* ». Contribution : « *Le dialogue entre le Comité européen des droits sociaux et la Cour européenne des droits de l'homme en matière professionnelle* ».
- **Paris**, Conseil d'Etat, 17 janv. 2014, Colloque (Rencontres sociales de la Sorbonne) sur le thème « *Droit du travail / droit de la Fonction publique : les dynamiques normatives et contentieuses* » ; colloque inaugural du 2^e cycle Fondamental des Rencontres

Sociales de la Sorbonne. Contribution : « *La Cour européenne des droits de l'homme et la distinction droit du travail / droit de la fonction publique* ».

- **Grenoble** (Université de _), 4 décembre 2013, Conférence, « *l'application des normes internationales par les juridictions nationales : méthodes et techniques* ».
- **Genève**, 2-3 décembre 2013, Bureau international du travail, Réunion d'experts sur *la protection des travailleurs*.
- **Paris**, 29 novembre 2013, Bureau du Conseil de l'Europe, Réunion du Réseau académique européen sur les droits sociaux : *Enjeux de l'application de la Charte sociale en Europe*.
- **Santiago de Compostela** (Université de _), du 15 au 17 juillet 2013, congrès international sur le thème « Violence, santé et travail en temps de crise ». Contribution : « *négociation collective et violence au travail, problématique française* ».
- **Copenhague**, 27-28 juin 2013, Colloque organisé par Centre of Excellence for international courts (iCourts) of the Danish National Research Foundation. Thème général : « Comparative Regional Human Rights Systems: Courts and Adjudication ». Contribution : « *Interpretive Principles 2: Positive obligations, implied /non enumerated rights, approaches to economic and social rights : the European human rights system* ».
- **Padoue**, 21 juin 2013, Session de formation des Magistrats et colloque. Contribution : « *Les droits sociaux européens et le juge national* ».
- **Vérone** (Italie), 20 juin 2013, Session de l'École doctorale de droit de l'Université de Vérone (Droit social – Droit constitutionnel – Droit international). Conférence sur le thème : « *La dynamique des droits fondamentaux dans le droit social international et européen contemporain* ».
- **Luxembourg**, 14 juin, Table-ronde sur « *l'égalité devant la loi* », aux côtés de Marc Fischbach (ancien ministre de la Justice et ancien juge à la CEDH) et Georges Ravarani (membre de la Cour constitutionnelle et Président de la Cour administrative) ; organisé par la Conférence du Jeune Barreau de Luxembourg.
- **Bordeaux** (Université de _), 6-7 juin, Colloque international organisé par le Comptresec (Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale). Thème général : « l'accès à la justice sociale ». Contribution : « *Quelle protection juridictionnelle des droits sociaux en Europe, aujourd'hui et demain ?* ».
- **Nantes**, Institut d'Études avancées, 3-4 juin, Rencontres doctorales autour du thème « *Solidarité et droit social* ».
- **Paris** (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne), 16 mai 2013, Rencontres des Européanistes de l'École de Droit de la Sorbonne. Thème général : « la personne en droit de l'Union européenne ». Contribution : « *Le travailleur* ».
- **Avignon** (Université de _), 22 mars 2013, colloque. Thème général : « Vers un droit électoral professionnel ». Contribution : « *La représentativité par l'élection, du politique au professionnel* ».
- **Paris** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 7 mars 2013. Les rencontres sociales de la Sorbonne, séminaire d'actualité. Thème général : « Compétitivité des entreprises et sécurisation de l'emploi, le passage de l'accord à la loi ». Contribution : « *Problématique constitutionnelle* ».

- **Paris**, 30 nov. 2012, Cour de cassation. Colloque Paris 1 (Département Droit social de l'IRJS) et Cour de cassation : « Juger de l'égalité en matière sociale ». Contribution : « *Cheminer par les méandres d'un principe : rapport introductif* ».
- **Grenoble**, 19 nov. 2012, CESICE, Université de Grenoble. Conférence : « *La protection des droits sociaux entre droit de l'Union européenne et droit du Conseil de l'Europe* ».
- **Rome**, 16 nov. 2012, Institut des études juridiques internationales (Conseil national de la recherche) et Réseau académique européen sur les droits sociaux. Thème général : « Réflexions juridiques sur la Charte sociale européenne ». Contribution : « *L'applicabilité de la Charte sociale européenne, critères et modalités juridictionnels* ».
- **Strasbourg**, 27 sept. 2012, Colloque conjoint Conseil de l'Europe / HCR. Thème général : « Le droit au travail des réfugiés ». Contribution : « *Les normes internationales relatives au droit au travail des réfugiés* ».
- **Paris** (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne), 13 sept. 2012, Les rencontres sociales de la Sorbonne, cycle Egalité et Droit social ». Atelier sur le thème « Place et fonctions de l'égalité dans le droit social ». Contribution : « *L'égalité, droit (social) fondamental ?* ».
- **Paris**, 6 juillet 2012, Barreau de Paris, Campus avocat. Contribution : « *l'invocabilité du droit international en droit interne* ».
- **Saint-Denis** (Ile de France), 27 juin 2012, Université Paris 8, Laboratoire Forces du Droit, Séminaire de recherche. Contribution (Rapport général) : « *Invocabilité, applicabilité et effet direct des normes internationales* ».
- **Paris**, 7 juin 2012, Agence Nationale de la Recherche (ANR), Le travail : nouvelles orientations pour la recherche, colloque. Contribution : « *Quels principes d'ordonnement pour le droit du travail ?* ».
- **Paris**, 7 juin 2012, Département Droit social de l'IRJS (Paris 1) et l'Institut d'Etudes avancées de Nantes, Atelier de recherche. Thème général : « Dynamiques actuelles du droit du travail ». Contribution : « *La fondamentalisation du droit social, sens et enjeux* ».
- **Paris** (Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne), 31 mai 2012, Master Juriste de droit social et Département Droit social de l'IRJS, Journée d'études. Thème général : « Théories et pratiques de l'égalité de traitement en droit social ». Contribution : « *L'égalité de traitement : concepts et sources* ».
- **Strasbourg**, 12 octobre 2011, Conseil de l'Europe. *Table-ronde sur la ratification de la procédure de réclamation collective*.
- **Paris**, 23 septembre 2011, Conseil économique, social et environnemental (France), Conseil économique et social européen (UE) et Secrétariat de la Charte sociale européenne (CoE), colloque. Thème général : « La Charte sociale du Conseil de l'Europe : 50 ans, et après ? ». Contribution : « *Pratiques de la charte sociale au quotidien, introduction générale* » et modérateur général des débats de la journée.
- **Strasbourg**, 9 mai 2011, Institut international des droits de l'homme, séminaire d'experts. Thème général : « Réflexions autour d'une jurisprudence de la Charte sociale européenne ». Contribution : « *Réflexions sur l'interprétation de la Charte sociale européenne* ».
